



**CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
GROUPE D'ORIENTATION POLITIQUE**

**SWAC/GOP(2012)4
À usage officiel**

**RAPPORT D'ACTIVITÉS ET D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE (1ER JANVIER – 31 OCTOBRE 2012)
DU SECRÉTARIAT DU CSAO/OCDE**

**Réunion du Groupe d'Orientation Politique (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)
Ouagadougou (Burkina Faso), le 8 décembre 2012**

Laurent BOSSARD, Directeur du Secrétariat du CSAO
Tél. +33 1 45 24 78 55 ; e-mail : laurent.bossard@oecd.org

JT03331561

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
Rapport d'activités et d'exécution budgétaire
1^{er} janvier – 31 octobre 2012

Table des matières

NOTE LIMINAIRE.....	4
I. INTRODUCTION.....	4
II. PERSPECTIVES OUEST-AFRICAINES « PEUPEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE »	5
2.1. Acquis.....	5
2.2. Perspectives.....	6
III. PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES.....	7
3.1. Le RPCA.....	7
3.2. La charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires.....	8
3.3. La réserve alimentaire régionale.....	8
3.4. L'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest.....	8
3.5. Perspectives.....	9
IV. SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT.....	9
4.1. Acquis.....	9
4.2. Perspectives.....	10
V. ENJEUX ÉNERGÉTIQUES.....	10
5.1. Acquis.....	10
5.2. Perspectives.....	11
VI. INFORMATION ET COMMUNICATION.....	11
VII. BUDGET.....	13
7.1. Ressources.....	13
7.2. Dépenses.....	14
7.3. Synthèse des ressources 2011-2012.....	15

Note liminaire

Ce rapport provisoire porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 octobre 2012. Conformément à l'article 3.1 du mandat, il est soumis au GOP pour examen et approbation.

Une version actualisée au 31 décembre 2012 sera envoyée aux Membres dans le courant du premier trimestre 2013 assortie d'un rapport financier définitif.

I. Introduction

Ce rapport d'activités et d'exécution budgétaire 2012 revêt une dimension particulière à deux titres. D'une part, il ne pourra se départir d'évoquer un bilan plus large – 2011 et 2012 –, le rythme du Club étant désormais bisannuel. D'autre part, il est l'occasion de tirer quelques enseignements du fonctionnement du « nouveau Club » né le 1^{er} janvier 2011 après de profondes réformes.

A ce titre, le Membership de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS a incontestablement joué un rôle moteur entraînant le Secrétariat à investir plus dans la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire. Le dossier avançant rapidement sous l'impulsion des trois organisations, la fonction d'appui et d'accompagnement du Secrétariat s'est adaptée et a pris plus d'ampleur.

La fonction « d'amplificateur de la voix ouest-africaine » du CSAO a été traduite très concrètement dans les faits. L'Afrique de l'Ouest a été, pour la première fois, prise en compte dans les travaux du G20 ; la plateforme du Club a été reconnue au-delà de ses Membres, comme le meilleur support d'une initiative mondiale : l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Des liens solides ont été établis entre les responsables de la Communication de la Commission de la CEDEAO, de la Commission de l'UEMOA et du Secrétariat Exécutif du CILSS. Ceci permet notamment à la revue de presse hebdomadaire (qui fêtera prochainement sa centième édition) de relayer des informations en temps réel sur l'actualité des trois organisations.

La fonction d'analyse indépendante et prospective a été mise à l'épreuve sur le thème complexe du lien entre peuplement, marché et sécurité alimentaire. Il en ressort des questionnements originaux qui ne manqueront pas de susciter le débat. Ce travail de réflexion a été en outre mené en étroite relation avec les praticiens de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et dans plusieurs agences de coopération. Le processus de réflexion n'a pas laissé de côté la recherche de l'opérationnalité. Des outils ont été mis à la disposition de l'ensemble des parties prenantes ; des pistes de travaux additionnels centrés sur la gestion des politiques ont été identifiées.

La fonction de veille et de centre de ressources a été développée, notamment par le biais du Portail de l'Afrique de l'Ouest qui est appelé à devenir un espace de référence rassemblant l'essentiel de l'information pertinente sur les enjeux régionaux ouest-africains dans leur contexte mondial.

Sur le fond, les priorités de travail définies par les Membres ont été respectées et, pour la première fois depuis de nombreuses années, aucun thème additionnel *ad hoc* n'est venu alourdir la charge de travail du Secrétariat. Le dossier « sécurité alimentaire et nutritionnel », en prenant de l'ampleur a renforcé son ancrage dans l'agenda du Club. Il est malheureusement porté par l'actualité récurrente des crises qui continuent de frapper régulièrement la région.

Tous ces éléments expliquent sans doute en partie un intérêt international renaissant pour le Club. Au cours de ce biennium, ce dernier n'a enregistré aucune nouvelle défection de l'un de ses membres. Au contraire, l'Autriche et l'Union européenne l'ont rejoint. Ceci peut être considéré comme un résultat honorable dans le contexte actuel de crise financière aigüe.

Enfin, les relations avec l'OCDE se sont sensiblement renforcées. Le Secrétaire Général et son cabinet, de même que le Secrétariat des relations mondiales de l'Organisation ont apporté un soutien efficace au Secrétariat du Club dans sa démarche de promotion de la voix de l'Afrique de l'Ouest. Le Secrétariat a activement participé au processus de formulation de la Stratégie de développement de l'OCDE qui accorde une place significative à la dimension régionale du développement. Appuyé par des délégations de Membres du Club auprès de l'OCDE, le Secrétariat a présenté l'Afrique de l'Ouest et les travaux du Club à deux reprises devant le Comité des relations extérieures de l'Organisation ainsi que devant les Membres du Comité d'Aide au Développement (CAD). Le Secrétariat s'est enfin engagé dans la réflexion de l'organisation sur les perspectives mondiales de la sécurité alimentaire.

II. Perspectives ouest-africaines « Peuplement, marché et sécurité alimentaire »

2.1. Acquis

L'année 2011 avait été consacrée à une large revue de la littérature scientifique renforcée par des réunions du Groupe de travail, à la production de notes intermédiaires sur le cadre conceptuel et analytique, la démographie, l'urbanisation, le peuplement, la population agricole, l'économie informelle, le commerce, etc.

Principaux partenaires et programmes de référence

Africapolis	Etude de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest, CNRS/Université Paris-Diderot, financée par l' AFD
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
Banque Mondiale	
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
AFDB/BAD	Banque Africaine de Développement
CEPS/INSTEAD	Centre for Population, Poverty and Public Policy Studies
CILSS Secrétariat Exécutif	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CILSS - Institut du Sahel	
CILSS - Centre Agrhymet	
CIRAD	Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement
FAO	Food and Agriculture Organization
FEWS NET	Famine Early Warning System Network, financé par l' USAID
IFPRI	International Food Policy Research Institute
LARES	Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
ISSP	Institut Supérieur des Sciences de la Population (Université de Ouagadougou)
MSU	Michigan State University
OCDE – TAD	Direction des Échanges et de l'Agriculture de l'OCDE
Programme global Sécurité alimentaire, financé par la DDC - Suisse	
Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa	Michigan State University, financé par la fondation Syngenta
RESIMAO	Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés en Afrique de l'Ouest
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
WFP/PAM	Programme Alimentaire Mondial
	West Africa Trade Hub, financé par l' USAID
	[Les offices de statistiques nationaux ouest-africains.]

Un effort particulier avait été porté sur la conceptualisation d'une base de données harmonisée au niveau régional (entre 1950 et 2050). Cette base de données – désormais disponible – est indispensable à une réflexion régionale. Elle montre comment les politiques régionales peuvent être biaisées par des données peu fiables, irrégulières et répondant à des définitions différentes. Certaines des grandes dynamiques régionales telles que celles de la répartition de la population entre espaces rural et urbain ou entre population agricole et non agricole sont relues à la lumière de cette base et fournissent un éclairage plus précis des changements en cours et à venir.

Sur ces bases, la place des statistiques régionales de peuplement dans le pilotage des politiques de sécurité alimentaire a fait l'objet d'un atelier régional dans les locaux de l'UEMOA en février 2012. L'objectif de cet atelier (destiné principalement à l'UEMOA, à la CEDEAO excusée du fait de la nomination de la nouvelle commission, au CILSS (INSAH et AGRYHMET), à COUNTRYstat – FAO et à AFRISTAT) était de préparer avec les responsables et techniciens régionaux, les modalités possibles de prise en compte des outils d'informations et d'analyses développés dans la cadre de POA.

Dans la suite de cet atelier, et à la demande des organisations régionales, une session de formation à l'outil de modélisation démographique, est organisée début décembre, également à l'invitation de la Commission de l'UEMOA. S'il ne constitue pas une alternative à l'absence de statistiques fiables et harmonisées, cet outil permet néanmoins aux techniciens ouest-africains de s'appuyer sur une vision régionale des dynamiques.

Par ailleurs, l'équipe en charge de la réflexion au sein du Secrétariat a consolidé les bases méthodologiques, statistiques et cartographiques engagées ; formulé une lecture rétrospective et prospective des enjeux agricoles et alimentaires et approfondi des propositions stratégiques et techniques en direction des responsables politiques, et des techniciens.

Ceci a donné lieu à la publication d'un rapport substantiel (Peuplement, marché et sécurité alimentaire, Perspectives ouest-africaines (2013), dans les Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, SCSSAO/OCDE, Paris) et d'un outil statistique et cartographique d'analyses régionales (OSCAR).

Ces résultats s'inscrivent dans le double mandat donné au Secrétariat par les Membres du Club en matière d'étude : d'une part, proposer des analyses indépendantes, rétrospectives et prospectives à même de questionner les politiques, de susciter le débat (voire la controverse) ; d'autre part, de tirer de ces analyses des propositions d'outils de gestion des politiques.

2.2. Perspectives

Le Forum 2012 du CSAO est consacré à une première présentation de quelques résultats et des outils issus de la réflexion. Les Membres ont insisté sur la nécessité de consacrer les ressources nécessaires à la diffusion des résultats des travaux du Club et à l'animation des débats autour de ces résultats. L'étude menée en 2011 et 2012 recèle d'importants potentiels en la matière. En remettant en cause un certain nombre de diagnostics de base sur la situation et les perspectives agricoles et alimentaires, en suggérant d'élargir la portée des politiques alimentaires, de consentir plus d'efforts sur les politiques de population, l'entrepreneuriat agricole et le secteur informel, elle mérite d'être confrontée au débat des responsables politiques et techniciens, tant ouest-africains que de la communauté internationale.

Quelques messages issus de POA

Privées d'informations essentielles sur les dynamiques à l'œuvre, les politiques agricoles et alimentaires ouest-africaines sont en partie aveugles. Alternative temporaire, les auteurs proposent une base de données cohérente, rétrospective et prospective, ainsi que des éléments de méthode qui pourront être utiles aux praticiens en attendant que les systèmes statistiques soient à même de corriger leurs lacunes.

Placée parmi les meilleurs performeurs agricoles du monde, l'Afrique de l'Ouest souffre néanmoins d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chroniques inacceptables.

C'est l'ensemble du secteur informel, rural et urbain qui doit être l'objet des politiques agricoles et alimentaires. Il est donc nécessaire de sortir ces politiques du seul spectre du développement agricole et rural.

Le marché véhicule les deux tiers de l'alimentation. Améliorer son fonctionnement devrait être la priorité des stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les bilans alimentaires utilisés pour prévenir les crises alimentaires, sont conceptuellement et statistiquement éloignés de la réalité (l'étude propose des pistes opérationnelles d'amélioration dans ce domaine de la lecture des flux régionaux).

Tout délai dans la baisse de la fécondité questionnera l'avenir de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Des exploitations agricoles en moyenne plus grandes et plus spécialisées ne sont pas contradictoires avec le maintien d'une agriculture familiale.

L'investissement agricole devrait figurer au rang des grandes causes régionales au risque d'une croissance moins forte, plus inégalitaire et moins durable.

Cette proposition figure dans le projet de programme de travail 2013 – 2014 soumis aux Membres. Ce programme de travail inclut également la mise au point d'un protocole régional d'enquêtes sur la consommation des ménages, susceptible d'améliorer la fiabilité des bilans alimentaires.

En outre, le Secrétariat se propose d'instiller certains résultats de POA dans la mise en œuvre du dossier « sécurité alimentaire globale » de la stratégie de développement de l'OCDE. Ce qui est vrai en Afrique de l'Ouest en matière d'insuffisance des outils de diagnostic, l'est également dans toutes les régions africaines et probablement dans d'autres régions du Monde. Il se propose également de valoriser les résultats dans le cadre de l'initiative AGIR (voir point 3.4).

III. Prévention et gestion des crises alimentaires

Le biennium 2011-2012 pourrait être considéré comme une période charnière dans l'histoire de la gouvernance alimentaire ouest-africaine. Poussé par le fort volontarisme politique des trois organisations régionales Membres, le secrétariat a accompagné et facilité des évolutions importantes en consacrant au passage, plus de moyens humains et financiers que prévus à ce dossier.

3.1. Le RPCA

Esquissé en 2011, le leadership politique des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA s'est affirmé en 2012.

La réunion d'avril 2012 a permis une mise à jour des recommandations et mesures prises lors de la 27^e réunion annuelle en décembre 2011 à Praia, en vue de faire face à la crise alimentaire, qui comme en 2010, a frappé en 2012 la bande sahélienne (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad notamment). A cette occasion, le Réseau a demandé à la CEDEAO et à l'UEMOA de tenir une réunion conjointe à haut niveau pour prendre des mesures urgentes. Cette réunion ministérielle s'est tenue le 5 juin à Lomé (Togo). Des décisions politiques et financières ont été prises pour soutenir les pays affectés. Cet événement conjoint, préparé avec l'appui du Secrétariat, a renforcé le message politique que les deux organisations et le bras technique souhaitent envoyer aux pays ouest-africains et à la communauté internationale : la synergie régionale autour de l'agenda ouest-africain.

En marge de cette réunion, le Secrétariat a organisé plusieurs rencontres de haut niveau entre les leaders ouest-africains (les commissaires en charge de l'agriculture de la CEDEAO et de l'UEMOA et le Secrétaire exécutif du CILSS) avec la présidence mexicaine du G20 (comme il l'avait fait avec la présidence française en 2011), le Secrétariat général de l'OCDE et le Sherpa G20-OCDE. Ces échanges ont permis de renforcer la reconnaissance du leadership ouest-africain de l'opération pilote de réserve régionale de sécurité alimentaire endossée par le G20. Au nom des organisations régionales, le commissaire en charge de l'agriculture de la CEDEAO a été convié aux travaux du groupe de travail développement G20 de Los Cabos (Mexique) en mai, à l'occasion duquel le soutien du G20 à la réserve régionale de sécurité alimentaire a été réaffirmé.

La 28^e réunion annuelle, qui se tiendra du 4 au 6 décembre à Ouagadougou sera décisive. Elle procédera bien entendu à l'analyse de la situation et des perspectives alimentaires (qui s'annoncent relativement meilleures qu'en 2011 – 2012, même si certains groupes particulièrement vulnérables méritent une attention particulière ; les pasteurs et agro-pasteurs en particulier). En outre, elle devrait préciser le positionnement du RPCA dans l'architecture ouest-africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Désormais, le RPCA apparaît comme l'instance technique de réflexion, d'analyse, de coordination, dont les recommandations alimentent les processus de prise de décision au sein des instances officielles des organisations régionales y compris le Comité ministériel technique spécialisé agriculture, environnement et ressources en eau (CTS-AERE) de la CEDEAO et le Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire (CHN-SA) de l'UEMOA. Ce nouveau positionnement du RPCA dans la contribution à la prise de décision recommande par ailleurs une accélération en 2013 de la réflexion sur la rationalisation des mécanismes de concertation et de dialogue sur la sécurité alimentaire dans la région.

3.2. La charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires

La Charte est l'outil technique dont l'Afrique de l'Ouest s'est doté pour améliorer ses capacités de prévention et de gestion des crises. La crise de 2012 en a démontré la nécessité (absence de consensus sur la nature de la crise et les réponses à apporter). Désormais, la région dispose d'un cadre officiel de référence qui doit être mis en œuvre dans le cadre du RPCA.

La Charte a été adoptée le 17 novembre 2011 à Conakry (Guinée) par les Ministres en charge de l'agriculture et de l'alimentation des pays membres de la CEDEAO, la Mauritanie et le Tchad, puis approuvée par le 40^e Sommet ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO le 17 février 2012.

Suite à cet endossement politique, le texte final de la charte a été diffusé auprès de toutes les parties prenantes (Gouvernements, Organisations intergouvernementales, Société civile, Partenaires techniques et financiers). Plus de 15 000 copies de la Charte ont fait l'objet de dissémination dans les 17 pays signataires, les organisations régionales, et au plan international auprès des agences de coopération.

Un « *Manuel sur les instruments de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles* » définissant la nature des interventions et des instruments de réponse face à chaque type de crise a été formulé. Il sera validé par l'ensemble des parties prenantes à l'occasion de la 28^e réunion annuelle du RPCA (Ouagadougou, 4-6 décembre).

Enfin, une grille provisoire d'indicateurs d'évaluation de la Charte a été produite. La validation de cette grille dans les mois à venir servira de cadre pour le suivi *in situ* de l'application de la Charte dans les pays, ainsi que l'évaluation externe dont la première pourrait avoir lieu en 2013.

3.3. La réserve alimentaire régionale

En 2012, le Secrétariat du Club a poursuivi son appui à la mise en œuvre de la stratégie régionale de stockage alimentaire de la CEDEAO, cadre unique de convergence de toutes les initiatives de solidarité régionale face aux crises alimentaires, notamment : le Réseau des Offices/sociétés nationales de gestion des stocks de sécurité alimentaire (RESOGEST), facilité par le CILSS et dont le cadre de coopération a été signé le 2 mars 2012 ; l'initiative promue par l'UEMOA en 2010 sur la mise en place d'un dispositif régional de renforcement et de coordination des stocks nationaux de sécurité alimentaire ; la réserve régionale de sécurité alimentaire, facilitée par la CEDEAO dont le document de faisabilité a été validé par les Ministres de la CEDEAO en charge de l'agriculture et de l'alimentation, le 27 septembre 2012.

Plus spécifiquement en appui à la mise en œuvre du RESOGEST et de la réserve régionale de sécurité alimentaire, le Secrétariat a, en étroite coopération avec la CEDEAO et le CILSS, conduit une analyse sur les capacités régionales de stockage alimentaire. A travers cette étude ayant contribué au document de faisabilité de la réserve régionale de sécurité alimentaire, une première base de données des entrepôts de stockage alimentaire (60 000 lieux de stockage géo-référencés) a été constituée.

3.4. L'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Suite à la réunion ministérielle CEDEAO/UEMOA sur la crise alimentaire du 5 juin à Lomé, l'Union européenne a organisé le 18 juin à Bruxelles, une réunion de haut niveau à laquelle les trois organisations régionales (CEDEAO, UEMOA et CILSS) avaient été conviées. A cette occasion, l'idée d'une Alliance globale à long terme sur la résilience, l'insécurité alimentaire au Sahel, a été validée.

Le 23 juillet, une première réunion d'un groupe d'experts représentant les partenaires de la Communauté internationale, a demandé au Secrétariat du Club d'animer le processus de formulation de l'Alliance. Cette demande a été confortée par la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS.

Le Secrétariat a accepté cette mission jusqu'en décembre 2012 et en a informé tous les membres du Club ; à charge pour ces derniers de statuer sur son implication à partir de janvier 2013.

Aux yeux du Secrétariat, AGIR est une opportunité de faire converger les contributions de la Communauté internationale vers les priorités ouest-africaines. Le leadership des organisations régionales est le levier de cette ambition.

C'est dans cet esprit que le Secrétariat a animé le processus qui devrait mener au lancement officiel de l'Alliance le 6 décembre prochain à Ouagadougou.

Il a, dans un premier temps, facilité la formulation par la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS d'un document de position commune (Abidjan, 10 septembre) ; document officiellement envoyé aux Commissaires Georgieva et Piebalgs de la Commission européenne par le Commissaire Atouga de la CEDEAO au nom des trois institutions ouest-africaines.

Le Secrétariat a ensuite réuni à Ouagadougou le 22 octobre, des représentants des producteurs agricoles, des éleveurs, de la société civile et du secteur privé qui ont également fait valoir leurs vues et propositions. Ils ont à cette occasion désigné des représentants au Groupe d'experts chargé de travailler sur la feuille de route de l'Alliance.

Ce groupe d'experts a réuni les 7 et 8 novembre une cinquantaine de représentants de toutes les parties prenantes à Paris au siège de l'OCDE. Après d'intenses débats, les participants se sont accordés sur les principes généraux de l'Alliance, ses objectifs et sa gouvernance fondée sur le leadership et les mécanismes ouest-africains. Le RPCA devrait notamment devenir à court terme l'espace de dialogue technique pour la mise en œuvre de l'Alliance.

L'animation du processus AGIR a nécessité un investissement en temps important de la part de l'équipe du Secrétariat.

3.5. Perspectives

Si les progrès de la gouvernance alimentaire régionale sont incontestables, ils nécessitent d'être encore accompagnés et consolidés. C'est ce à quoi le projet de programme de travail 2013 – 2014 soumis aux Membres se propose de contribuer : poursuite du renforcement du Réseau de Prévention des Crises alimentaires, mise en place des outils de construction du consensus sur le diagnostic et les réponses à apporter aux crises, évaluation de la Charte, etc.

IV. Sécurité et développement

L'année 2012 a vu s'installer au Nord-Mali une situation sans précédent. L'actualité sécuritaire n'a jamais été aussi intense, ni la demande de réflexion sur les liens entre sécurité et développement aussi forte.

4.1. Acquis

Dans ce contexte, le Secrétariat s'est attaché à nourrir le débat sur les causes structurelles de l'insécurité et sur le complexe « sécurité et développement ».

Le Secrétariat a publié en 2011 un ouvrage (série d'articles) sur les liens entre changement climatique et sécurité, le développement des trafics en Afrique de l'Ouest ainsi que sur le « Complexe Sécurité et Développement » (Global security risks and West Africa, Development challenges, 2012, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, SCSAO/OCDE, Paris).

Quatre principes d'action issus du Colloque « Complexe Sécurité-développement en Afrique de l'Ouest, défis régionaux »

1. L'étanchéité nationale en matière d'instabilité est un leurre. Enfermer les programmes de prévention et de conflit ou de post-conflit à l'intérieur de frontières nationales, peut être contre-productif.
2. L'échelle de la recherche de solutions doit correspondre à l'échelle du problème.
3. Il est indispensable d'appuyer et de s'appuyer sur les initiatives transfrontalières locales de sécurité et de développement.
4. Il est nécessaire de réhabiliter le long terme qui n'est pas le temps des responsables politiques mais qui est celui des problèmes et d'une partie des solutions.

En 2012, il publie un nouvel opus illustré de cartes. Cet ouvrage analyse les conflits liés aux ressources, forme d'instabilité ancienne et récurrente dans la région. Les causes, les enjeux et les outils de réponse régionaux sont examinés à partir d'études de cas. Il analyse dans un second temps, une dimension relativement récente de l'insécurité, les terrorismes : histoire de l'implantation d'AQMI et de Boko Haram, essai comparatif, mécanismes légaux de lutte contre le terrorisme. La congruence de ces insécurités et la violence des crises actuelles posent pour l'Afrique de l'Ouest et la communauté internationale un risque sans précédent de déstabilisation. (Conflits liés aux ressources et terrorismes, deux facettes de l'insécurité, 2013, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, SCSAO/OCDE, Paris).

Le Secrétariat a organisé en juin 2012 un colloque sur les défis régionaux liés au complexe sécurité et développement. Les débats très ouverts ont confirmé l'utilité d'un espace de dialogue informel tel que le Club, y compris pour des sujets politiquement très sensibles. Ils ont par ailleurs mis en évidence une compréhension affinée des différentes échelles régionales sur lesquelles des actions de Sécurité-développement pourraient être utiles.

Les débats du colloque ont largement évoqué le cas malien. Ceci a donné au Secrétariat l'occasion de documenter les réalités géographiques, économiques et de peuplement du Nord -Mali¹. Il a également été l'occasion de présenter et de discuter le cas du Tchad qui avait fait l'objet d'une mission d'étude du Secrétariat en 2011. Sortant de trois décennies de conflits, et encore en proie à des fragilités, la problématique « Sécurité et Développement » y est particulière. Les autorités locales et leurs partenaires travaillent dans la sphère « Sécurité – humanitaire ». L'enjeu, dans la situation actuelle de post-conflit consiste à « greffer » des activités de développement sur des processus essentiellement conçus sur la base de préoccupations sécuritaires. Cet enjeu est particulièrement aigu dans la moitié nord du pays dont l'économie est dominée par l'élevage pastoral.

Les autorités tchadiennes ont fait part de leur intérêt à contribuer à travailler sur ce thème en s'associant à une réflexion régionale dans le cadre du CSAO.

4.2. Perspectives

Dans cette perspective et en accord avec des orientations définies par la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, le CSAO se propose d'animer en 2013 – 2014, un programme sur l'avenir des zones saharo-sahéliennes en consacrant une place centrale au pastoralisme.

V. Enjeux énergétiques

5.1. Acquis

Les travaux du Secrétariat en la matière ont été réorientés. Il n'a pas été possible, faute de temps, de réaliser, comme prévu, des cartographies des potentiels d'énergies renouvelables en collaboration avec le Centre de la CEDEAO pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (CEREED). En outre, le CEREED est en train de développer un outil en ligne : [l'observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique](#) qui a notamment vocation à produire des cartes sur les énergies renouvelables. Le Secrétariat a fourni au CEREED la base de données spatialisées du peuplement de l'Afrique de l'Ouest développée dans le cadre de l'étude POA « peuplement, marché et sécurité alimentaire ».

Par ailleurs, après avoir consacré son Forum 2011 à « L'Afrique de l'Ouest et le Brésil face aux enjeux des énergies renouvelables », le Secrétariat, en coopération avec le CEREED et l'Agence de brésilienne de coopération (ABC), a organisé une visite d'échange de paysans et de producteurs agricoles ouest-africains (membres du ROPPA) du 12 au 15 mars au Brésil. Cette visite a été l'occasion pour les paysans ouest-africains d'échanger avec leurs homologues brésiliens sur les opportunités de la production de

¹ Voir le document « Le complexe sécurité et développement en Afrique de l'Ouest, défis régionaux », septembre 2012.

biocarburants en lien avec les défis de sécurité alimentaire. Elle a permis aux paysans ouest-africains de formuler une position commune qui a été partagée lors de l'atelier régional sur la bioénergie de la CEDEAO du 19 au 22 mars à Bamako (Mali).

5.2. Perspectives

Le Secrétariat et l'ECREEE se sont entendus pour poursuivre, dans la durée, une collaboration basée sur les échanges d'information et de données. Toute nouvelle production de données spatialisées par le Secrétariat sera mise à disposition du Centre de la CEDEAO. En outre, le Secrétariat diffusera de courtes notes de synthèse – dont il appuiera l'édition – présentant les cartes de l'ECREEE et des éléments d'analyse et de perspectives sur les énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest.

VI. Information et communication

Veille sur l'actualité



La revue de presse hebdomadaire du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est désormais bien établie. Chaque début de semaine, elle nous informe des événements clés et de l'actualité de la région, tout en laissant un espace important pour promouvoir les activités des Membres du Club, particulièrement en Afrique de l'Ouest. À la suite des missions consultatives menées auprès de la CEDEAO (juillet), l'UEMOA et le CILSS (février), un échange régulier d'informations s'est mis en place avec les services respectifs de communication et d'informations des Membres ouest-africains. Les communiqués finaux, les rapports, les politiques communes adoptées etc. qui ne sont quelquefois pas encore disponibles sur Internet sont mis en ligne sur le Portail de l'Afrique de l'Ouest afin de permettre à un large public d'y accéder.

La revue de presse hebdomadaire est disponible en anglais et en français sous forme de courrier électronique, de flux RSS et de format PDF à télécharger. Son identité visuelle a été remaniée et une campagne promotionnelle visant tous les acteurs clés impliqués dans le développement de la région va élargir encore la base des lecteurs réguliers (il existe actuellement 2 500 abonnés et 450 lecteurs réguliers). La revue de presse célébrera sa 100^{ème} édition le 21 janvier 2013.

Portail de l'Afrique de l'Ouest – www.portailouestafrique.org



Exploitant les travaux et les sources d'information existantes, le Portail de l'Afrique de l'Ouest est un centre de ressources en ligne qui offre un accès facile à une information fiable sur la région ainsi qu'une grande variété de services. Lancé fin 2011, son contenu s'est développé et a été mis à jour tout au long de 2012. Plus particulièrement, une série de fiches pays a été introduite (les fiches - en cours de finalisation - sont conçues pour être téléchargées et imprimées). Il s'agit d'une compilation des données institutionnelles, économiques et sociales à partir de sources d'information diverses, complétée par une introduction remplaçant chaque pays dans son contexte régional ainsi qu'une section « Le saviez-vous ? » présentant des faits et chiffres surprenants. Par ailleurs, les bases de données du portail (données et statistiques, contacts, documents, cartes et fiche de personnalités) sont constamment alimentées. Les informations et les données de première main recueillies durant les missions menées au sein de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS ainsi que celles résultant d'une séance de

travail avec la Suisse, ont été également ajoutées au portail. Un kit de promotion a été conçu pour faciliter le lancement d'une campagne promotionnelle à grande échelle début 2013, ciblant les acteurs régionaux, les représentants des gouvernements, les universités africaines, les centres de recherche, les médias spécialisés sur l'Afrique et les partenaires du développement. Les relations et les échanges avec les Membres du CSAO seront poursuivis et approfondis.

Outils de communication



La lettre d'information du Club et les alertes électroniques spécifiques fournissent des informations régulières sur le travail mené par le Secrétariat. Une version imprimable est destinée aux Membres du Club et aux contacts clés (Délégations de l'OCDE, Ambassadeurs ouest-africains, points focaux régionaux et contacts internes à l'OCDE) et une version électronique est plus largement diffusée à environ 2 500 abonnés. D'autre part, le Secrétariat du CSAO a produit un nouveau Rapport d'activités en 2011 et présentera également son travail sous cette forme en 2012. Les informations concernant le travail du Club peuvent de

même être consultées sur le site Internet du CSAO (www.oecd.org/csao) qui a été complètement remanié à la suite d'un nouveau logiciel de gestion de contenu adopté par l'OCDE. La plaquette de présentation du Club sera mise à jour début 2013 une fois que la liste des Membres sera définitivement confirmée. Des vidéos et des couvertures médiatiques sont disponibles pour tous les événements majeurs du Club (www.youtube.com/user/SWACoecd?feature=watch). Au sein de l'OCDE, le Secrétariat du CSAO a fortement contribué à la refonte de la page thématique sur le développement du site Internet de l'OCDE et à la création de pages régionales comme sur « L'OCDE et l'Afrique » (en cours de reconstruction). Il contribue à toutes les publications internes de l'OCDE et aux brochures sur l'Afrique et les questions de développement.

VII. Budget

7.1. Ressources

Au 31 octobre 2012, toutes les contributions 2012 ont été versées, à l'exception de la Belgique. Le montant total des contributions prévues est de 1 902 799 €, soit plus élevé que la prévision qui était de 1 833 000 €. Ce surplus de ressources s'explique notamment par la dépréciation de l'euro face au franc suisse.

Aux contributions 2012 se sont ajoutés 334 765 € provenant essentiellement de reports d'engagements et d'excédents de l'année précédente. Le montant total des ressources 2012 s'est ainsi établi à 2 388 909 €.

Tableau 1

**Ressources générales allouées au Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en 2012
(Contribution de l'USAID incluse)**

Membres	Devises	Montant en devises	Contre-valeur €	Pourcentage
Belgique	EUR		200 000,00	11
CEDEAO	EUR		200 000,00	11
France	EUR		200 000,00	11
Luxembourg	EUR		200 000,00	11
Pays-Bas	EUR		300 000,00	16
Suisse	CHF	500 000	412 431,00	22
UEMOA			200 000,00	11
USAID	USD	250 000	190 368,00	10
Sous-total			1 902 799,00	100,0
(1) Report engagements et excédents année précédente		334 765,69		
(2) Recettes de publication*		1 345,00		
(3) Transfert de la réserve**		150 000,00		
Sous-total (1)+(2)+(3)			486 110,69	
TOTAL			2 388 909,69	

*Pour le 1^{er} semestre 2012

** sera effectué fin novembre 2012

7.2. Dépenses

Au 31 octobre 2012, les dépenses totales se sont élevées à 1 997 782 €, représentant un taux d'exécution de 89 % du budget de 2 234 497 € pour la même période. Le tableau ci-après présente le détail de ces dépenses selon la nomenclature de l'OCDE.

Tableau 2
Exécution budgétaire au 31 octobre 2012

Résultats	TOTAL		%	Staff	Activités	Loyer & charges, overheads (2)
	Budget	Réalisé		Réalisé	Réalisé	Réalisé
00429 - Dialogue politique perspectives alimentaires (POA)	823	738		385	275	78
00430 - Enjeux énergétiques et sécuritaires	334	223		189	25	9
00431 - Prévention et gestion des crises alimentaires	223	285		110	150	25
00432 - Information coopération régionale	230	230		153	71	26
00433 - Stratégie extérieure & développement réseaux (fonctions centrales)	368	346		192	121	33
Sous-total	1 978	1 842	93 %	1 029	642	171
Engagements reportés (1)	76	23		-	22	-
Forum (3)	180					
TOTAL	2 234	1 997	89 %	1 029	664	304

(1) Il s'agit principalement des contrats de consultants dont le travail n'a pas été finalisé en 2011.

(2) Correspondant aux postes suivants : i) Loyer et charges (135 157 €), ii) Électricité (3 204 €), iii) Téléphone et frais d'envoi (16 285 €) et iv) Quote-part frais généraux OCDE (149 000 €).

(3) Ce budget sera utilisé pour la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

7.3. Synthèse des ressources 2011-2012

Comme en 2011, le montant total des contributions des Membres pour l'année 2012 est supérieur aux prévisions du fait de la dépréciation de l'Euro face au Franc suisse.

Rappel : tableau des ressources 2011-2012 approuvées en décembre 2010

	Prévisions 2011	Prévisions 2012	Total ressources 2011-2012
Allemagne	220 000	0	220 000
Belgique	200 000	200 000	400 000
CEDEAO	200 000	200 000	400 000
France	200 000	200 000	400 000
Luxembourg	200 000	200 000	400 000
Pays-Bas	300 000	300 000	600 000
Suisse	333 000	333 000	666 000
UEMOA	200 000	200 000	400 000
USAID	200 000	200 000	400 000
Crédits reportés 2010	300 000		300 000
Sous-total	2 353 000	1 833 000	4 186 000

Pour résumer, le total des ressources 2011-2012 au 31 octobre 2012, en tenant compte du report de crédits, des avantages du taux de change et des recettes de publication, s'élève à 4 302 966 € (voir tableau ci-dessous). Sont venus s'ajouter 150 000 € transférés de la réserve suite à l'approbation du GOP de décembre 2011 [SWAC/GOP/M(2011)3], ce qui amène les ressources totales du CSAO à 4 452 966 €.

A ce montant viendra s'ajouter la contribution spéciale de l'Union européenne d'un montant de 90 000 € allouée pour financer le lancement de l'initiative AGIR (cette contribution n'est pas incluse dans le tableau ci-après).

Ressources 2011-12 (EUR)

Contributions statutaires	Approuvées pour 2011	Réelles 2011	Approuvées pour 2012	Réelles 2012*	Ressources réelles totales 2011-2012
Allemagne	220 000	220 000	0	0	220 000
Belgique	200 000	200 000	200 000	200 000	400 000
CEDEAO	200 000	200 000	200 000	200 000	400 000
France	200 000	200 000	200 000	200 000	400 000
Luxembourg	200 000	200 000	200 000	200 000	400 000
Pays-Bas	300 000	300 000	300 000	300 000	600 000
Suisse	333 000	399 911	333 000	412 431	812 341
UEMOA	200 000	200 000	200 000	200 000	400 000
Crédits reportés 2010	300 000	300 000			
Sous total	2 153 000	2 219 911	1 633 000	1 712 431	3 932 341
Contributions de l'USAID	200 000	177 456	200 000	190 368	367 824
Total contributions (statutaires + CV)	2 353 000	2 397 367	1 833 000	1 902 799	4 300 166
Recettes Publication		1 455		1 345	2 800
Ressources totales 2011-12					4,302,966
Montant transféré de la Réserve en 2012				150 000	150 000
Ressources totales y compris transfert de la Réserve					4,452,966

L'ajustement au budget 2012 sera soumis à l'approbation du Comité du Budget à l'automne 2012.